

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/WPDR/W/25

10 juillet 2003

(03-3734)

Groupe de travail de la réglementation intérieure

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET DE SES ÉTATS MEMBRES

Proposition concernant des disciplines relatives aux procédures de licences

La délégation de la Communauté européenne et de ses États membres a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

I. INTRODUCTION

1. La CE considère que l'élaboration de disciplines réglementaires est un élément important dans le cycle de négociation en cours. Ces disciplines devraient en principe contribuer à l'établissement de cadres réglementaires plus appropriés, plus favorables au commerce et plus transparents. Ainsi, elles faciliteraient et encourageraient le commerce des services, tout en tenant compte pleinement des objectifs légitimes de la réglementation gouvernementale.

2. Dans le même temps, des disciplines en matière de réglementation intérieure devraient permettre de faire en sorte que la réglementation, pour légitime qu'elle soit, ne soit pas appliquée de manière à compromettre les engagements négociés. Toutefois, ces disciplines ne seraient pas établies dans l'intention ou dans le but de prescrire ou d'imposer une approche réglementaire particulière, ou la teneur des règlements.

3. Le Groupe de travail de la réglementation intérieure, qui relève du Conseil du commerce des services, a un rôle essentiel à jouer dans ces travaux. Conformément à l'article VI:4 de l'AGCS, il a pour mandat (S/L/70) d'élaborer toutes disciplines nécessaires pour faire en sorte que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de licences, les normes techniques et les prescriptions et procédures en matière de qualifications ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services.

4. Les discussions du Groupe de travail au cours des dernières années ont permis aux membres de faire des progrès notables vers une meilleure compréhension des différents concepts en question dans l'élaboration de disciplines au titre de l'article VI:4, ainsi que de la portée possible de ces disciplines. L'approche plus ciblée qui a été adoptée a permis aux membres de commencer à passer de l'abstrait au concret, en particulier en examinant les *questions effectives de réglementation*¹ se rapportant à l'article VI:4. La CE estime que ces discussions et cet examen ont été fort utiles car ils ont aidé les membres à mieux cerner la nature des obstacles réglementaires qui devaient faire l'objet

¹ JOB(02)/20, et révisions.

de disciplines en vertu dudit article, ainsi que la forme et le champ d'application que celles-ci pourraient avoir.

5. Les membres ont aussi examiné la question de savoir si des disciplines établies au titre de l'article VI:4 devraient être de nature horizontale ou sectorielle. Selon la CE, ces deux approches ne devraient pas être considérées comme s'excluant mutuellement.

6. Les disciplines établies au titre de l'article VI:4 devraient être suffisamment claires et précises pour permettre une mise en œuvre claire. La CE estime qu'il ne devrait pas y avoir de chevauchement entre les articles XVI et XVII, qui figurent dans la Partie III de l'AGCS, et l'article VI, qui figure dans la Partie II relative aux obligations et disciplines générales. Par conséquent, les mesures à inscrire dans les listes en vertu des articles XVI et XVII de l'AGCS ne seraient pas soumises à des disciplines au titre de l'article VI:4.

7. Cette approche n'exclut pas non plus l'élaboration d'autres principes réglementaires qui peuvent être jugés nécessaires mais qui ne relèvent pas de l'article VI. Il est évident que les mesures réglementaires ne sont pas toujours les mêmes dans tous les secteurs. De nombreuses mesures n'entrent pas dans le cadre des mesures qui sont censées être visées par l'article VI:4; c'est le cas, par exemple de la question de l'indépendance des autorités chargées de la réglementation, des obligations de service universel, et de l'accès aux réseaux et aux installations essentielles.

8. Certaines de ces questions de réglementation pourraient être abordées de manière différente si les membres le jugent nécessaire. Les approches examinées par les membres, aussi bien dans le cadre du Groupe de travail que dans d'autres organes, vont de l'élaboration de disciplines portant uniquement sur la transparence des règlements ou de disciplines horizontales associant la transparence et les critères spécifiques énumérés à l'article VI:4 a) à c), à l'élaboration de disciplines sectorielles fondées sur les mêmes critères, et de disciplines spécialement conçues pour des secteurs particuliers (par exemple, document de référence traitant aussi de questions comme les obligations de service universel, l'accès aux réseaux, etc.).

II. ÉLABORATION DE DISCIPLINES RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION INTÉRIEURE – JUSTIFICATION DES PROCÉDURES DE LICENCES

9. Le Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure a suggéré aux membres de définir des éléments communs qui pourraient constituer la base ou déterminer la forme générale de futures disciplines.² La CE a accueilli cette suggestion avec satisfaction car elle devrait permettre de mieux cibler les travaux. Conformément à cette suggestion, la présente communication a pour but de contribuer à la définition d'éléments communs pour des disciplines relatives aux procédures de licences.

10. Les disciplines relatives aux procédures de licences ne porteraient pas sur la teneur de la réglementation, y compris les exceptions d'ordre prudentiel, c'est-à-dire les prescriptions de fond auxquelles il faut satisfaire pour obtenir une licence. Cette approche laisserait encore à chaque membre le soin de déterminer le niveau de réglementation et les prescriptions de fond régissant l'octroi d'une licence, dans chaque secteur de service, mais elle garantirait que les procédures à suivre pour obtenir une licence seraient assujetties à des règles de base communes, afin d'éviter qu'elles ne deviennent des obstacles non nécessaires au commerce des services.

² JOB(02)/46, daté du 29 mai 2002.

11. Pour mémoire, l'article VI:4 demande l'élaboration de disciplines visant à faire en sorte *que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services. Ces disciplines viseront à faire en sorte que ces prescriptions, entre autres choses:*

- a) soient fondées sur des critères objectifs et transparents, tels que la compétence et l'aptitude à fournir le service;
- b) ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la qualité du service;
- c) dans le cas des procédures de licences, ne constituent pas en soi une restriction à la fourniture du service.

L'alinéa c) de l'article VI:4 reconnaît implicitement que les procédures de licences peuvent créer en soi des obstacles importants à la fourniture de services. La CE estime que cela a été confirmé par l'examen des *exemples effectifs de réglementation* et par les renseignements donnés par des fournisseurs de services européens sur les obstacles au commerce rencontrés dans les pays tiers.

12. L'accent mis sur les procédures de licences ne signifie pas que l'on exclut les autres questions relevant du mandat défini à l'article VI:4, mais la CE estime que les disciplines relatives aux procédures de licences sont un bon point de départ. En effet, ces procédures peuvent constituer des obstacles non négligeables au commerce des services dans tous les secteurs, alors qu'elles ne devraient être qu'un moyen de traiter les demandes de licences.

13. On entend par procédures de licences les procédures administratives en rapport avec le dépôt et l'examen des demandes de licences³; elles portent, entre autres, sur le délai d'examen des demandes, le nombre de documents exigés et les renseignements à fournir dans la demande.⁴

14. Les disciplines relatives aux procédures de licences devraient porter sur les points suivants:

- a) transparence des procédures, sur la base des principes et des disciplines énoncés aux articles III et VI;
- b) caractère potentiellement restrictif pour le commerce des procédures de licences, sur la base de l'article VI:4;
- c) procédures à suivre pour la révision des décisions administratives concernant les demandes de licences, et, le cas échéant, pour l'adoption de mesures correctives appropriées, sur la base de l'article VI:2.

15. Des disciplines relatives aux procédures de licences dans le secteur des services ont été élaborées dans le contexte, entre autres, des "Disciplines relatives à la réglementation intérieure dans

³ L'AGCS ne définit pas le terme "licence". Étant donné que des termes différents peuvent être utilisés dans les différents systèmes réglementaires, ce terme est employé ici dans une acception relativement large, englobant les licences, les autorisations et les permis, dont la délivrance est soumise à certaines conditions qu'il faut remplir pour pouvoir fournir un service. Le terme désigne aussi les procédures d'autorisation automatique, dans le cadre desquelles la permission de fournir un service est accordée dans tous les cas. Voir la définition des "procédures de licences" proposée ci-après dans la section III, Principes généraux.

⁴ Définition proposée dans un document d'information du Secrétariat (S/WPPS/W/9), daté du 11 septembre 1996.

le secteur des services comptables" (S/L/64) et du document de référence sur les services de télécommunication de base. Ces dispositions ont un caractère général et constituent une référence utile pour l'élaboration de disciplines relatives aux procédures de licences dans tous les secteurs de services.

16. En s'inspirant des principes énoncés aux articles III, VI:2 et VI:4 de l'AGCS, la section III propose les éléments d'éventuelles disciplines relatives aux procédures de licences. Ces disciplines devraient garantir que les procédures:

- sont préétablies, mises à la disposition du public et fondées sur des critères objectifs;
- définissent les activités, les conditions et les modalités;
- indiquent tous les renseignements nécessaires pour établir convenablement les demandes;
- précisent les délais et les dates limites à respecter (tout au moins à titre indicatif);
- indiquent l'autorité compétente;
- indiquent la procédure de recours.

III. ÉLÉMENTS DES DISCIPLINES RELATIVES AUX PROCÉDURES DE LICENCES⁵

Principes généraux

17. Les membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application de procédures de licences n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce des services et ne constituent pas en soi une restriction à la fourniture de services. [AGCS VI:4 c), AD 2)]

18. Lorsqu'une licence est requise pour la fourniture d'un service, les disciplines suivantes s'appliqueront.

19. Aux fins de ces disciplines, les procédures de licences sont, par définition, les procédures à suivre pour la présentation et l'examen des demandes dans le cadre d'un régime de licences ou d'un autre régime d'autorisation exigeant, comme condition préalable à la fourniture d'un service sur le territoire d'un membre, la présentation à l'organe administratif/de réglementation compétent d'une demande ou d'autres documents. [AILP 1.1]

1. Dispositions générales relatives aux procédures de licences

1. Les procédures de licences seront préétablies, mises à la disposition du public et objectives. [AD 14]

⁵ La plupart des éléments et leur formulation s'inspirent de textes existants, en particulier l'article VI de l'AGCS, les *Disciplines relatives à la réglementation intérieure dans le secteur des services comptables (S/L/64, ci-après AD)*, l'*Accord sur les procédures de licences d'importation (ci-après AILP)* et le *Document de référence sur les services de télécommunication (RP)*. La source des dispositions qui s'appuient sur les textes susmentionnés est indiquée entre crochets à la fin de chaque paragraphe. Toutefois, dans la plupart des cas le libellé n'est pas le même que dans le document source.

2. Les procédures de licences seront neutres dans leur application et administrées de manière raisonnable, objective et impartiale. [AILP 1.3]
3. La décision rendue et les procédures suivies par les autorités compétentes pour l'élaboration, l'adoption ou l'application de procédures de licences seront impartiales à l'égard de tous les participants au marché. En particulier, elles seront indépendantes de tout fournisseur de services pour lesquels une licence est exigée.

1.1 Procédures de demande

4. Les procédures de demande, et, le cas échéant, de renouvellement, seront aussi simples que possible. Les requérants devraient disposer d'un délai raisonnable pour la présentation de demandes de licence. En principe, ils n'auront à s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes de licence, qu'à une seule autorité compétente. [AILP 1.6]
5. Les demandes de licence pourront être déposées à tout moment, dans la mesure du possible, et seront examinées dès leur réception. Chaque fois que cela sera possible, les demandes présentées sous forme électronique devraient être acceptées et leur authenticité pour les demandes présentées sur papier devraient être établie dans les mêmes conditions. [AD 15]

1.2 Documentation

6. Les prescriptions en matière de documentation pour la délivrance d'une licence n'imposeront pas des conditions déraisonnables en ce qui concerne le mode de présentation des documents. [AD 15]
7. Pour établir l'authenticité des documents, il sera fait appel à des procédures préétablies, mises à la disposition du public et, chaque fois que cela sera possible, des copies certifiées conformes seront acceptées en lieu et place des originaux. [AD 15]
8. Les autorités compétentes indiqueront au requérant, après réception de sa demande, si celle-ci est jugée complète au regard des lois et réglementations intérieures du membre et, si la demande est incomplète, elles lui indiqueront les renseignements supplémentaires requis pour compléter la demande et lui donneront la possibilité d'apporter des corrections dans un délai raisonnable. [AGCS VI:3]

1.3 Décisions

9. Une décision au sujet de chaque demande sera prise dans les meilleurs délais, et au moins dans le délai normal fixé et publié par les autorités compétentes, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 a). Ce délai pourra tenir compte des processus de consultation publique éventuellement prévus.

1.4 Droits

10. Les droits perçus, qui ne sont pas censés inclure les droits fixés par voie d'adjudication ou d'appel d'offres, correspondront aux frais administratifs engagés pour le traitement d'une demande. [AD 13]

1.5 *Entrée en vigueur*

11. Une fois octroyée, la licence prendra effet immédiatement, conformément aux modalités et conditions qui y sont indiquées. Ces conditions pourront, par elles-mêmes, différer l'entrée en vigueur. [AD 18]

2. Transparence des procédures de licences

12. Les membres rendront publics, ou feront en sorte que leurs autorités compétentes rendent publics, y compris par l'intermédiaire de points d'information et de points de contact, et par des moyens facilement accessibles, si possible par des moyens électroniques: [AD 3]
 - a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour rendre une décision sur une demande de licence; [RP 4 a)]
 - b) la liste des activités de service soumises à licence;
 - c) les noms et adresses des autorités compétentes (c'est-à-dire des entités gouvernementales et non gouvernementales chargées de l'octroi de licences aux fournisseurs de services) auxquelles il faut s'adresser; [AD 3]
 - d) les modalités et conditions des licences individuelles; [RP 4 b)]
 - e) les prescriptions et procédures pour obtenir, faire renouveler ou conserver une licence et les dispositions en matière de surveillance établies par les autorités compétentes pour les faire respecter; [AD 4 b)]
 - f) des informations sur les normes techniques qui doivent être respectées par le preneur de licence; [AD 4 c)]
 - g) les conditions de recevabilité des personnes, entreprises ou institutions à présenter des demandes; [AILP 1.4 a)]
 - h) en cas de participation du public au processus de délivrance des licences, des renseignements sur les modalités de cette participation.
13. Toute exception ou dérogation aux règles relatives aux procédures de licences ou aux listes des activités de service soumises à licence, ou toute modification de ces règles ou de ces listes, sera également publiée de la manière qui est spécifiée ci-dessus. [AILP 4 a)]
14. Lorsqu'ils adopteront ou modifieront des procédures de licences d'une manière qui affecterait notablement le commerce des services, les membres s'efforceront de ménager une possibilité de formuler des observations et de tenir compte de ces observations, avant l'entrée en vigueur de toute procédure nouvelle ou modifiée. [AD 6]

3. Révision des décisions en matière de licences

15. Les membres fixeront, ou feront en sorte que leurs autorités compétentes fixent un délai raisonnable pour la révision des décisions par les autorités compétentes.

16. Si une demande est rejetée, le requérant en sera informé par écrit et sans délai. Il sera informé des motifs du rejet et, le cas échéant, de la possibilité de faire appel de la décision. Il sera autorisé, dans des limites raisonnables, à présenter de nouvelles demandes de licences. [AD 17]
 17. Les détails des procédures de révision des décisions et des procédures d'appel éventuelles seront rendus publics, y compris les délais prescrits, le cas échéant, pour demander une révision.
-